

# Éditorial

**L**a cassure de l'Union de la Gauche, intervenue en septembre, ne constitue pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle fournit cependant, et pour la première fois devant des millions de travailleurs, un éclairage particulièrement cru sur l'antagonisme qui mine les relations entre les deux principaux partis de la gauche. Elle exige à partir de là que les révolutionnaires définissent les lignes forces de la bataille politique pour 78, entendons par là, non la campagne électorale proprement dite, mais la bataille politique ouverte dès aujourd'hui et qui battra son plein, avant tout après ces échéances électorales.

**L**a cassure de la gauche n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein ! Il y a un an et demi, en juin 1976, le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste analysant les rivalités dans l'union de la gauche, indiquait dans le programme adopté à son deuxième congrès : «*La signature du programme commun, et la formation de l'Union de la Gauche en 72, recouvrent des buts différents pour ses signataires : pour le PCF, l'Union ainsi réalisée est le moyen de se hisser au pouvoir, de participer à un gouvernement de gauche et d'imposer ainsi progressivement dans le cadre d'une alliance dont il serait l'élément dominant, son projet de capitalisme d'État. Pour le PS, qui n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir, l'Union de la gauche est le moyen par lequel la social-démocratie laminée par un vieux passé gouvernemental peut se donner un visage de gauche et reconstituer ses forces. (...) Le PCF se trouve dans une situation telle que, bien que l'alliance avec le PS représente sa seule possibilité d'accession au pouvoir, la victoire du programme commun ne lui donnerait qu'un rôle de force d'appoint dans la coalition gouvernementale, ce qui est un obstacle à la réalisation de son projet de capitalisme d'État. Il entretient donc avec le PS des rapports d'unité et de lutte et tente d'entraver le développement de celui-ci, particulièrement depuis le 21<sup>e</sup> congrès.*»

**A**insi en juin 76, c'est-à-dire à une période où existait une relative accalmie dans les relations déjà tumultueuses entre le PS et le PCF, les communistes révolutionnaires, analysant concrètement les projets et la pratique de ces deux partis, mettaient particulièrement en lumière deux points :

1°) Le programme commun est porteur de deux projets contradictoires. Celui du PS, conforme à son histoire et à ses amitiés internationales, qui peut se résumer à un rôle de gestionnaire loyal des intérêts de la bourgeoisie en place ; comme il en a joué un à la fin de la III<sup>e</sup> République, et pendant toute la IV<sup>e</sup> ; comme en jouent les Soarès, les Wilson, les Schmidt-Brandt et autres partenaires attirés de Mitterrand dans l'Internationale socialiste. Celui du PCF, que nous avons commencé à examiner dans le numéro précédent de cette revue, et qui est encore analysé par ailleurs dans ce numéro ; résumons simplement ici la caractérisation de ce projet, par l'instauration d'une sorte de capitalisme d'État qui s'effectuerait par le biais d'une extension importante des nationalisations, par un accroissement significatif du pouvoir des couches d'encadrement dans ces entreprises, par la recomposition, au profit de ces couches de la classe bourgeoise, conduisant à la construction d'une société toujours capitaliste, mais présentant beaucoup d'analogie avec le système économique en vigueur dans les pays de l'Est aujourd'hui. Parce qu'il passe par une recomposition de la bourgeoisie, parce qu'il entraîne inévitablement une reconversion des relations internationales, le projet du PCF entretient des contradictions profondes et insolubles avec celui du PS.

2°) Le PCF a besoin absolument de l'Union de la Gauche parce que, représentant une partie très minoritaire et depuis longtemps, de l'électorat, il n'a pas d'autres moyens d'accéder au gouvernement que de conclure une alliance avec le PS. En même temps, il doit multiplier les pressions sur son «*allié*», pour qu'une fois au gouvernement, ce dernier prenant prétexte de son avantage électoral, ne réduise pas Marchais et ses amis à la portion congrue, rendant impossible pour ceux-ci l'utilisation

d'un passage au gouvernement pour favoriser la transition vers le capitalisme d'État. D'où l'alternance depuis cinq ans de phases d'union et de phases de luttes, où le PCF tantôt met l'accent sur l'union pour recueillir les plus values électorales de l'Union de la gauche, tantôt met l'accent sur la lutte pour essayer d'imposer des concessions à son «*allié*» socialiste. Ce sont avant tout ces deux points qui fournissent la clef des fluctuations des relations conflictuelles des deux partis de la gauche depuis cinq ans ; de même que ce sont avant tout ces deux points qui fournissent le cadre dans lequel va évoluer la querelle en 78. Si, de juin 72 à juin 74, les relations entre PS et PCF restent plutôt au beau fixe, c'est que l'un et l'autre ont alors impérativement besoin de l'accord sur le programme commun, et que l'un et l'autre sont avant tout préoccupés de traduire électoralement (législatives de 73, présidentielles de 74) les gains que leur procura la signature de l'accord sur le programme commun en 72. A cette époque-là, la victoire électorale de la gauche n'est pas encore à l'ordre du jour, et donc non plus les mesures concrètes que prendrait un gouvernement de gauche. Le désaccord déjà bien explicite sur ces questions, il suffit de voir la campagne électorale de Mitterrand en 74, n'est pas porté largement sur la place publique. Chacun se satisfait plus que du contenu du programme commun, de son existence, le PS parce que cela lui donne un visage de gauche dont il a bien besoin pour faire oublier son passé, le PC parce que cela constitue un premier jalon, nécessaire mais non suffisant, dans sa marche vers le capitalisme d'État.

Au contraire, dès l'automne 74 et courant 75, le PCF, modifiant ses batteries, polémique largement et publiquement avec le PS, l'accuse déjà de pencher vers la droite. Qu'est-ce qu'il y a de changé ? Une seule chose : le rapport de force électoral qui est en train de s'inverser au profit du PS, alors que jusqu'à présent, le PCF était le premier parti de l'Union de la gauche. Le danger pour le PCF est clair : que le PS mette à profit son audience électorale retrouvée pour rompre l'Union de la Gauche et gouverner avec l'aile giscardienne et centriste de la

droite, qui est au même moment en délicatesse avec l'UDR. Du coup, tout le projet du PCF d'accession au pouvoir s'effondrerait. Le matraquage du PCF à l'époque, vise à obliger le PS à s'engager plus nettement à gauche, rendant difficile un retournement d'alliance. C'est l'époque du congrès extraordinaire du PCF où le PS est sommé de rompre ses alliances municipales à droite et de faire pénétrer des conseillers révisionnistes dans les mairies qu'il gère.

**C**ourant 76, début 77, l'union reprend ses droits. Il s'agit de préparer successivement les élections cantonales (mars 76) et les élections municipales (mars 77). Là encore, la gauche progresse et si le PS progresse plus substantiellement que le PCF, ce dernier est arrivé à ses fins en ce qui concerne les mairies ; la quasi-totalité des alliances à droite du PS ont été cassées et les révisionnistes ont envahi en force les mairies, accroissant nettement le nombre de celles qu'ils contrôlent.

Mars 77 : il ne reste plus qu'un an au PCF pour préparer les législatives et ce qui va être en cause, au contraire des scrutins précédents, ce n'est pas seulement un gain électoral plus ou moins important, c'est la possible victoire de la gauche, c'est la possible constitution pour 78 d'un gouvernement de gauche. Les questions des mesures concrètes que prendra un tel gouvernement, de la répartition des pouvoirs à l'intérieur de ce gouvernement, sont désormais posées. Des réponses fournies dépend la possibilité ou non pour le PCF de faire progresser son projet capitaliste d'Etat. Or, le PS, par la voix de ses économistes et même de ses principaux dirigeants, ne fait pas mystère, depuis plusieurs mois, de la politique qu'il entend suivre : elle ne sera pas fondamentalement différente de celle de Barre, elle laissera une place assez faible aux initiatives du PCF visant à s'installer dans l'appareil d'Etat, dans l'appareil économique. Aussi, le PCF, à peine les élections municipales finies, rouvre la querelle, publiant à la veille du débat télévisé Barre-Mitterrand, un chiffrage du programme commun sur lequel il demandait au PS de s'engager. On se trouve encore aujourd'hui dans cette phase.

On ne saurait interpréter, comme le font certains, l'alternance de ces phases de tension et de ces phases d'union comme le signe de renversement de tendances dans le PCF, un groupe de dirigeants imposant sa ligne à un autre groupe de dirigeants, chacun prenant alternativement le dessus. Certes, il y a des contradictions de cliques à l'intérieur du PCF, et la lutte pour le pouvoir y est sans doute intense. Mais les différentes périodes examinées, loin d'être contradictoires, constituent, on est bien obligé de le vérifier, des moments différents d'une même démarche qui, elle, est parfaitement cohérente. Le PCF ne peut instaurer son capitalisme d'Etat de l'extérieur du gouvernement, il a besoin d'y pénétrer. Mais il ne peut rentabiliser ce passage au gouvernement qu'en imposant au PS le fait que le rôle qui lui sera dévolu dans ce gouvernement ne sera pas marginal, mais au contraire conséquent, compatible avec la mise en route de mesures favorisant la transition vers le capitalisme d'Etat. d'où la démarche qui consiste à alterner les phases de pression sur « l'allié » socialiste pour lui arracher des concessions, avec les phases où l'on rentabilise au maximum ces concessions, électoralement pour l'instant, gouvernementalement éventuellement demain.

Mais si la querelle vient de loin, la forme concrète qu'elle a prise dans la dernière période et son acuité sont incontestablement nouvelles, et fournissent quelques points de repère particulièrement utiles sur les voies et moyens que compte mettre en œuvre le PCF pour tenter de promouvoir son projet de capitalisme d'Etat. En effet, même si démagogiquement le PCF pendant une période a prétendu que le cœur de la querelle portait sur la satisfaction ou non des revendications essentielles des travailleurs, le niveau du SMIC en particulier, la renégociation du Programme commun et sa rupture ont remis les choses à leur vraie place. Ce qui s'est trouvé au cœur de la rupture, c'est la liste des nationalisations, c'est la recomposition et la répartition des ministères.

En insistant sur la nationalisation non seulement des sociétés mères, mais de toutes les filiales, en réclamant la nomination des PDG des entreprises non par le gouvernement mais par le biais d'une

élection, le PCF souligne l'enjeu extrêmement important que revêt pour lui l'extension des nationalisations et le contrôle des entreprises nationalisées. Evidemment, ce qui est en jeu ce n'est pas socialisme ou capitalisme ; le PCF l'a dit lui-même d'ailleurs, ce sera toujours du capitalisme ! Non, ce qui est en jeu, c'est la possibilité qu'aura le PCF de faire accéder le maximum de ses représentants à la tête du maximum d'entreprises nationalisées. D'où la querelle sur les 729 entreprises à nationaliser, d'où la querelle sur le mode de désignation des futurs patrons de ces entreprises.

**E**n réclamant une partition du ministère des Finances en un ministère des Impôts (qui serait dévolu à un socialiste) et en un grand ministère de l'Economie et du Plan (pour lequel Marchais a posé sa candidature), de même en réclamant la partition du ministère de l'Intérieur en un ministère de la Répression (qui serait dévolu à un socialiste) et un ministère des collectivités locales assurant la liaison avec les mairies (pour lequel le PCF est candidat), le PCF éclaire particulièrement bien les mécanismes qu'il voudrait enclencher à l'intérieur d'un gouvernement de gauche : taillader à l'intérieur même de l'appareil d'Etat des pans entiers, des secteurs complets dont il pourrait avoir un contrôle total. Combinant la maîtrise du ministère du Plan avec la tutelle sur une part importante des entreprises nationalisées, le PCF disposerait par ce moyen de leviers décisifs pour l'orientation, dans le sens de son projet, du secteur économique. Combinant l'utilisation du ministère des collectivités locales et les places qu'ils occupent dans les mairies, les élus PCF pourraient, de ce fait, disposer de points d'appui renforcés et nombreux pour promouvoir le projet politique d'instauration du capitalisme d'Etat.

Ainsi donc, ce qui est en jeu dans la renégociation du Programme commun, c'est bien très directement le nombre et l'importance des leviers de commande aux différents niveaux, que le PS est prêt à concéder au PCF. Il n'y a rien d'autre, mais c'est essentiel. C'est pour cela que le PCF a redéclenché la querelle à la sortie des municipa-

les. C'est pour cela qu'il a mené tambour battant la polémique pendant tout l'été, faisant traîner en longueur une négociation que le PS cherchait au contraire à bâcler. C'est pour cela qu'en fin de compte, jugeant les concessions du PS au sommet de septembre insuffisantes, le PCF a, après avoir hésité, rompu la négociation et poursuivi la polémique avec le PS.

**E**videmment, et tout l'histoire de l'Union de la Gauche est là pour le rappeler, cette rupture ne saurait être considérée comme définitive. Le PC s'est fixé jusqu'au début janvier, à la conférence nationale qu'il doit tenir, pour réévaluer sa position. Le PS sait que c'est à cette période qu'il devra faire de nouvelles propositions. C'est à ce moment-là que les choses se joueront, chacun des partis devant à ce moment-là prendre pleinement en compte les conséquences d'une rupture définitive. Parce qu'il se trouve que ni pour l'un, ni pour l'autre, l'Union de la Gauche n'a encore fait son temps. Ni pour le PCF qui n'a toujours pas d'autres moyens d'accéder au gouvernement que celui-là et qui ne peut prendre le risque de décaler encore une fois de plusieurs années son projet politique sans avoir à affronter de graves contradictions, internes et avec son électorat, puisque depuis 20 ans le PCF ressasse que la clef du changement réside dans la victoire électorale de l'Union de la Gauche. Ni pour le PS qui, s'il tourne le dos à l'Union de la gauche connaîtra aussi de graves difficultés internes, entre autres avec le CERES, et aussi de graves difficultés pour gouverner. La direction du PS sait que sa rupture avec le PCF doit passer par un processus et ne peut se faire sans graves difficultés ni aujourd'hui, ni dans l'immédiat après 78. Le PS ne peut s'autoriser à laisser le PCF dans l'opposition et gouverner seul immédiatement après les élections sans courir le risque que le PCF exploite à son profit le lourd mécontentement des masses contre un gouvernement socialiste qui ne fera pas de changements significatifs. Ce que Soarès a pu se permettre au Portugal n'a été possible qu'au terme d'un processus où le PCP, participant du gouvernement et même le dirigeant, s'était largement

discrédité. Cela, les dirigeants socialistes français le savent, et c'est pourquoi ils cherchent à doser soigneusement leurs nouvelles concessions au PCF en tâchant à la fois de préserver encore pour un moment l'Union de la gauche, tout en limitant autant que cela sera possible, la place éventuelle que prendrait le PCF dans un éventuel gouvernement d'Union de la Gauche.

C'est pour ces raisons que, d'une manière ou d'une autre à un moment donné, même si c'est provisoire, un accord devrait interner entre les deux partenaires de l'Union de la Gauche. C'est du moins l'hypothèse la plus probable !

Et les travailleurs dans tout cela ? Une chose est certaine. L'Union de la Gauche qu'on leur présentait comme le remède-miracle à leurs maux depuis des années, l'Union de la Gauche qui était présentée comme la garantie seule et unique de véritables changements, apparaît largement aux yeux de nombreux travailleurs pour ce qu'elle est vraiment : un simple marchepied des ambitions politiques divergentes du PS et du PC ! Au fond, cette crise de l'Union de la Gauche, même si elle a déçu les travailleurs qui s'illusionnaient le plus sur le véritable projet de la Gauche, est une bonne chose. Parce qu'elle oblige des centaines de milliers, des millions de travailleurs à s'interroger sur le rôle exact que PS et PC entendent leur faire jouer dans le cadre de leur rivalité. Un avant-goût sordide leur a été donné au lendemain même de la rupture, où chacun, PS comme PC, enjoignait les travailleurs de se ranger dans son camp, d'appuyer son projet bourgeois.

Demain, cela ne pourra que se répéter, avec plus d'ampleur encore. Et pour cause ! Parce que le PCF n'a d'autre espoir de voir basculer en sa faveur le rapport de forces, qu'en faisant intervenir à son profit le mouvement de masses qu'il espère pouvoir contrôler, et débarrassé de ses aspects les plus révolutionnaires, pour le dévoyer à sa guise. En effet, dans un appareil d'Etat entièrement façonné et maîtrisé par la bourgeoisie en place, le PCF ne peut espérer s'imposer par la simple maîtrise de certaines pièces de cet appareil, même appuyées sur des secteurs entiers

de l'économie. Le clan de la bourgeoisie en place, prévenu du projet du PCF, est bien décidé à ne pas se laisser grignoter ses positions pacifiquement et prépare de son côté la réaction. D'où la nécessité pour le PCF de faire soutenir son projet par le mouvement de masses, dont il dénaturerait les aspirations et qu'il opposerait à la réaction de la bourgeoisie en place.

Les travailleurs sont ainsi prévenus du rôle qu'on veut leur faire jouer. Ils sont prévenus du double danger qui se profile ainsi pour 78. D'un côté la menace d'instauration du capitalisme d'Etat préparée par le PCF, avec pour synonyme une restriction importante des libertés démocratiques à l'image de ce qui sévit dans les pays de l'Est. D'un autre côté, la menace d'un contrecoup perpétré par la droite pour prévenir la mise en œuvre du projet du PCF, avec pour synonyme aussi une répression très féroce du mouvement de masses, et un exercice très restreint des libertés démocratiques. Face à cette double menace, dont les deux aspects vont de pair, au fur et à mesure que l'un se met en place, l'autre se profile symétriquement, que faire ? De toute évidence, il ne faut s'en remettre ni aux uns, ni aux autres, on ne combat pas la peste par le choléra, ni l'inverse. De toute évidence, ce n'est pas non plus lors des élections que se jouera l'essentiel. Non, pour l'essentiel c'est dans le mouvement de masses, dans l'autonomie du mouvement de masses que réside la force qui pourra conjurer cette double menace. Oeuvrer dès aujourd'hui pour, que se rassemblent dans ce mouvement de masses toutes les forces qui aspirent à un changement réel de société, et refusent la tutelle du PS comme celle du PC sur ce mouvement, c'est préparer cette autonomie. Rassembler toutes ces forces en un pôle suffisamment puissant capable d'offrir une alternative de masse aux propositions du PCF dans le mouvement de masses, c'est la condition pour mettre en échec les manœuvres de manipulation que projette le PCF, c'est la condition pour mettre en échec les manœuvres de la droite fascisante, c'est la condition pour préserver et développer toutes les chances d'un mûrissement du processus révolutionnaire dans notre pays. ■